



COMMISSION DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA PAIX DE LA CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES (COPA)

IV^e Assemblée générale de la COPA
Foz do Iguaçu, Brésil, 10 mai 2005

Compte rendu de la réunion de la commission

Une quarantaine de parlementaires ont pris part à cette troisième réunion de la Commission de la démocratie et de la paix, présidée par M. Cabello Gil, député du Congrès de l'Union des États Unis du Mexique.

Deux conférenciers étaient conviés à cette séance de travail. Leurs présentations ont été suivies d'allocutions de plusieurs participants, puis d'un débat qui a permis d'adopter une recommandation finale.

Madame **Lúcia Fronza Crepez du Mouvement politique pour l'Unité** a d'abord fait un exposé sur les relations entre la démocratie et la paix en insistant sur les gestes devant être posés afin de construire un système international pacifique.

Ainsi, selon elle la paix est le fruit d'un long processus politique qui suppose une action collective basée sur le principe de la fraternité.

En ce sens, un des préalables est d'établir des rapports justes et équitables entre les pays. Pour ce faire, il faut refonder le droit international. Ainsi, elle propose trois moyens permettant de consolider la solidarité entre les peuples :

- le renforcement des organisations internationales à vocation universelle, principalement celles qui composent le système des Nations Unies.
- la démocratisation des organisations financières internationales tels la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.
- une redéfinition de la paix qui ne se limite pas à l'absence de guerre, la paix n'étant pas possible dans des situations où les droits des minorités ne sont pas respectés ou encore dans des contextes où la faim est endémique.

Monsieur **Luís Antonio Bitencourt du Centre international Woodrow Wilson** a pour sa part traité du renforcement réciproque des processus de paix, d'intégration et de démocratisation. Il a notamment souligné les effets positifs, souvent imprévisibles, qu'ils peuvent avoir l'un sur l'autre, citant les exemples de la création de l'Union européenne, de la réunification allemande et de la mise sur pied du Mercosur.

Il a ensuite partagé ses expériences dans des pays où la démocratie devait être mise en place dans des conditions difficiles tels le Timor oriental et le Tadjikistan. À cet effet, il a souligné l'importance des parlementaires, dont le rôle est central pour définir la qualité d'un système démocratique donné.

En conclusion, il a insisté sur la nécessité de continuer le débat sur l'intégration.

Plusieurs parlementaires participants ont ensuite fait de courtes interventions :

- Mme Marleny Paredes, députée de la Bolivie, a présenté une déclaration sur la situation politique dans son pays qui insistait notamment sur le rôle joué par les peuples Aymara et Quechua.
- M. Landazuri, député du Congrès national de l'Équateur et premier vice-président de la COPA a présenté une analyse de la situation politique en Équateur dans laquelle il exposait les conditions essentielles à la consolidation de la démocratie, soit la participation citoyenne, la croissance économique et la redistribution de la richesse, qui doit notamment se faire par l'éducation publique. Il a expliqué la chute du président Gutierrez par son incapacité à respecter ses promesses électorales et par sa tentative inconstitutionnelle de modifier la composition de la Cour suprême.
- M. Ivan Valente, député du Congrès fédéral du Brésil a soumis aux participants une pétition parlementaire en faveur de la participation des parlementaires à la gestion du Fonds monétaire internationale et de la Banque mondiale, proposition qui va dans le sens des préoccupations de la première conférencière.
- Une sénatrice italienne invitée à l'occasion a également abondé dans le sens des propos de la première conférencière et a fait état des efforts réalisés pour établir des relations fraternelles entre les parlementaires de différents partis politiques italiens et mondiaux.
- M. Nilson Mourão, député brésilien, a ensuite présenté une analyse historique du développement de la démocratie. Selon lui, l'émergence d'un monde unipolaire dominé par le néo-libéralisme constitue une menace pour la démocratie. Afin d'y faire face, il propose de revenir au concept de base de la démocratie qui est la participation populaire. Il propose également de favoriser l'émergence d'un monde multipolaire où l'Europe jouerait un rôle important.
- M. Valente a repris la parole pour réaffirmer que la démocratie ne repose pas seulement sur des institutions politiques et qu'ainsi les inégalités sociales et une importante dette extérieure empêchent notamment l'État de réinvestir dans les domaines de l'éducation et de la santé, ce qui représente un obstacle à la démocratie. Il a ensuite affirmé que la démocratie ne peut être effective si les pouvoirs économiques influencent la vie politique par le biais des médias ou du financement des partis politiques.

Suite à cette intervention, une période de discussion a permis de modifier la recommandation de la commission afin d'en faire un texte consensuel.